

Travail préparatoire de la Saison 1 des podcasts True Talk, association Mist, 2021¹

Comment prévenir les filles et les femmes, au Nigeria, des risques et des réalités de la traite des êtres humains en Europe aujourd'hui ? Quel rôle peuvent jouer les femmes nigérianes qui en ont été victimes et qui vivent désormais en Europe ? Ces questions ont commencé à faire l'objet de débats au sein de la Mist dès 2020 dans le cadre d'ateliers hebdomadaires. A partir de l'analyse collective des campagnes de prévention existantes au Nigeria ou plus largement en Afrique de l'Ouest², du visionnage de vidéos de prévention mises en ligne sur internet³, de la lecture d'articles universitaires et de débats avec des chercheuses – nigérianes notamment – travaillant sur la traite⁴, les femmes du groupe ont pu développer une réflexion approfondie sur des questions épineuses : Peut-on encore ignorer les réalités de la traite aujourd'hui au Nigéria et notamment dans l'Etat d'Edo, où le phénomène est endémique ? Quelle est la place de la parole des anciennes victimes au Nigéria et peut-on réellement y entendre leurs voix ?

La réalisation des épisodes du podcast TRUE TALK a fait l'objet d'un travail préparatoire et d'une réflexion collective sur les campagnes de prévention contre la traite au Nigeria ainsi que sur les dynamiques sociales et économiques qui guident actuellement l'évolution des processus de traite. De nombreux débats ont eu lieu dans le cadre de six ateliers animés entre novembre et décembre 2020, qui ont conduit les femmes de la Mist à établir les constats suivants :

Sur les campagnes de prévention existantes

Beaucoup de campagnes de prévention contre la traite sont réalisées au Nigeria et construites à partir de témoignages filmés de victimes qui ont été renvoyées au pays. A Benin City, capitale de l'Etat d'Edo, ces femmes sont surnommées les « *returnees* ». Elles ont le plus souvent été rapatriées depuis la Libye et témoignent des risques et des difficultés du voyage à travers le désert : kidnappings, coups, prostitution forcée, viols. Le contenu de ces témoignages est souvent construit sur le même modèle : orphelines, elles ont été recrutées à Benin City par des femmes qui leur ont proposé d'émigrer sans leur parler de prostitution et leur voyage vers l'Europe consistait à traverser clandestinement le Niger et la Libye pour rejoindre les côtes méditerranéennes. Dans les vidéos de prévention, les mêmes questions leur sont toujours posées : Pourquoi sont-elles parties ? Comment s'est passé le voyage ? Dans ce type de campagne, il n'y a pas d'autre message que celui lié aux risques encourus sur la route et les dangers de l'immigration illégale, il n'y a aucun message lié à la traite aux fins d'exploitation sexuelle. Ces vidéos de sensibilisation se focalisent ainsi sur un sujet qui est à la fois facile à aborder et qui peut susciter l'empathie au Nigeria : la souffrance endurée pendant le voyage. Ces campagnes de prévention sont construites sur le même modèle que les campagnes contre l'immigration illégale. Il y a donc un amalgame entre les deux phénomènes et l'objectif de ces campagnes n'est, de fait, pas de lutter contre la traite ni de dénoncer l'exploitation sexuelle. Or, en focalisant leur message sur les

¹ En cas d'utilisation de données contenues dans ce texte, merci d'indiquer la référence suivante : "Association Mist (Mission d'Intervention et de Sensibilisation contre la Traite), *Travail Préparatoire de la saison 1 des podcasts True Talk*, Septembre 2021, 8 p.

² Voir la campagne de prévention de l'IOM intitulée Waka Well : [Accueil • WAKA Well](#); la campagne de prévention allemande sur le site rumoursaboutgermany.info, ainsi que le film *Becky's journey* de Sine Plambech <https://sineplambech.com/film/beckys-journey/>

³ Voir les vidéos relayées par la campagne DPWYL mises en ligne sur la page Facebook : [Don't Pay With Your Life Campaign - Accueil | Facebook](#)

⁴ Merci à Precious DIAGBOYA, Cynthia OLUFADE et Sara PANATA

risques des voyages par voie terrestre, elles ont un impact limité dans toute la région : les gens connaissent ces risques depuis le début des années 2000 mais décident quand même d'émigrer.

Ces vidéos de sensibilisation ont été réalisées à partir de témoignages de jeunes femmes qui ont été rapatriées depuis la Libye et qui n'ont donc pas traversé la mer Méditerranée pour rejoindre l'Europe. Le récit proposé ne comporte pas l'expérience de l'arrivée ni de la prostitution en Europe, le message est donc partiel. Pourtant, pour être crédible et efficace, le message de sensibilisation doit inclure le vécu de la traite et de la prostitution. Les jeunes au Nigeria doivent d'abord savoir ce qu'est l'exploitation sexuelle, quelles en sont les réalités une fois en Europe et avoir des informations concrètes qui leur permettent de comprendre. En effet, celles qui savent que c'est la prostitution qui les attend en Europe connaissent rarement les conditions de vie, de travail ou les difficultés liées au remboursement d'une dette dont elles ne maîtrisent pas le montant. Elles n'ont aucune idée le temps que cela prend, de l'absence de liberté, du contrôle et de la coercition subis, des difficultés pour se soigner, des conditions de travail, dans les bois, dans des camionnettes, en plein hiver... etc. Ainsi, celles qui viennent en croyant qu'elles vont pouvoir s'enfuir rapidement se font vite rattraper par un système d'exploitation et de contrôle très organisé. Si on ne peut pas empêcher les femmes de prendre la décision de partir, malgré les conditions dangereuses du voyage, on peut sans doute les empêcher de tomber sous l'emprise des proxénètes une fois en Europe. Il faut leur dire que l'épuisement physique et psychologique des femmes après avoir payé leur dette est tel qu'elles n'ont souvent plus la force de se reconstruire après ça ; la vie peut même être encore plus dure pour elles après.

Ces vidéos n'abordent pas non plus les nombreuses problématiques sociales qui sont à l'origine du départ du Nigeria. Les campagnes de sensibilisation ont tendance à présenter un profil unique de victimes potentielles alors qu'il y a une grande diversité des profils de femmes, il y a différentes motivations et on ne peut pas toutes leur adresser le même message. En ne diffusant que des témoignages de jeunes femmes orphelines qui ignoraient qu'elles venaient en Europe pour être prostituées, ces campagnes nient le rôle des parents et le fait qu'une partie des jeunes femmes savent, avant de partir, qu'elles seront contraintes de se prostituer. Certes, il est difficile de trouver des gens au Nigeria qui acceptent de parler de ces questions – particulièrement sensibles – dans des vidéos et à visage découvert. Cela montre à quel point ces sujets sont compliqués à aborder au Nigeria. Or, comment parler de prostitution et de sexe au Nigeria, dans une société où ces sujets représentent des tabous sociaux et religieux et où le poids des églises est considérable dans la construction des normes sociales ? Jusqu'où peut-on aller, dans des campagnes de prévention, pour dévoiler la vérité sur les conditions de prostitution ? Comment aborder le fait que les propositions d'émigration viennent souvent des proches, de gens de confiance (membres ou amis de la famille, pasteur...) ? Comment dire non à ses parents, *a fortiori* quand on vit chez eux et que s'opposer à leur autorité entraîne le rejet ou la rupture familiale ? Où aller si l'on rompt avec ses parents ? Comment aider les femmes qui vivent en Europe et qui sont victimes de pression de la part de leur famille au Nigeria ? Aux demandes financières et sollicitations matérielles permanentes s'ajoutent parfois la pression pour accueillir une autre fille de la famille que les parents souhaitent faire émigrer. Comment refuser, sachant que les risques d'abus augmentent si la fille en question se retrouve isolée en Europe ?

Ces vidéos ne montrent que des témoignages de femmes qui sont retournées au Nigeria par le biais d'un rapatriement plus ou moins volontaire. Elles n'abordent pas la question des femmes qui ne veulent pas rentrer au Nigeria : celles qui restent vivre en Europe ou celles qui sont rentrées de force dans le cadre d'une expulsion. Est-ce que les témoignages de celles qui ne veulent pas rentrer ont le même poids ? Leur parole est-elle audible au Nigeria ?

Au Nigeria, il y a un stigmatisme très fort de la prostitution. Certaines femmes qui témoignent à leur retour de Libye ne veulent pas être reconnues, de peur d'être considérées comme des prostituées « ratées », rentrées sans argent. La perception de celles et ceux qui ne réussissent pas en Europe est très négative : ils sont vus comme des gens qui ont un problème, qui sont trop bêtes, incapables ou bien qui sont maudits. Ainsi, ceux qui ne font pas construire une maison à Benin City ou qui n'envoient pas d'argent à leur famille sont vus comme des modèles d'échec. Par conséquent, il est extrêmement difficile de communiquer depuis l'Europe en direction des jeunes restés au Nigeria sur les réalités de la traite puisque que l'échec de l'expérience migratoire est très mal vu, et que seul l'enrichissement est considéré comme une réussite. C'est ici la perception de l'Europe et celle du succès en migration qui restent centrales. L'imaginaire collectif autour de la migration joue un rôle essentiel : partir est l'unique but d'un grand nombre de jeunes au Nigeria et le succès en Europe doit être mesurable et ostensible. En cela, la prostitution est un échec – car moralement inacceptable – mais l'enrichissement reste une réussite, peu importe par quel biais.

Sur la place des anciennes victimes dans les campagnes de prévention

Il est difficile de savoir de quelle manière est perçu le discours des victimes qui restent vivre en Europe par la société nigérienne mais s'il existe un véritable manque d'empathie pour les victimes qui sont de retour, il en va de même pour celles qui sont restées en Europe. Deux types de réactions sont constatées : le jugement moral (à quoi est-ce qu'elles s'attendaient ?) et la jalousie (pourquoi sont-elles encore là-bas si c'est si difficile que ça ?). Ce manque d'empathie est également lié à la situation économique et sociale extrêmement dégradée pour la majorité des citoyens nigériens : le manque d'accès aux services de base (éducation, santé, eau, électricité...), les violences récurrentes dans le pays et l'absence d'état de droit font de la lutte pour la survie le quotidien du plus grand nombre. Mais le manque d'empathie est également associé au rejet des prostituées par la société nigérienne et au modèle patriarcal au sein duquel les femmes en général sont jugées plus durement.

Le travail d'Aboosedo George sur la campagne BringBackOurGirls⁵, lancée pour alerter l'opinion publique sur le sort des écolières de Chibok enlevées par Boko Haram, montre comment les victimes peuvent facilement basculer du statut de « bonnes victimes » à « mauvaises victimes » et comment les campagnes de sensibilisation peuvent en être très déstabilisées (lorsque les victimes d'enlèvement sont revenues enceintes, elles ont perdu leur aura virginale et sont devenues suspectes de radicalisation islamiste). Qu'est-ce qu'une bonne victime de traite du point de vue des campagnes de prévention que nous avons vues ? Une victime qui a voyagé par le désert et qui en a souffert, qui n'était pas au courant pour la prostitution avant de partir, qui n'avait pas de parents, qui revient au Nigeria de son plein gré et sans enfant.

La place des filles qui sont en Europe est donc problématique pour la société nigérienne : celles qui ont réussi à atteindre l'Europe peuvent-elles encore susciter l'empathie au Nigeria ? Leur parole en matière de souffrance y est-elle crédible/audible ? Il faut continuer de débattre et de réfléchir à développer une meilleure communication entre les femmes en Europe et les femmes au Nigeria sur ces questions. Il existe par exemple des vidéos diffusées sur YouTube sur des femmes nigériennes qui vivent en Europe et qui essaient d'aider d'autres femmes victimes de traite. Celles-ci sont intéressantes, elles montrent une autre réalité, mais la plupart des femmes qui s'engagent dans la lutte contre la traite en Europe ne sont pas volontaires pour parler à visage découvert, à cause du stigmatisme de la prostitution et des potentiels risques de représailles.

⁵ George Aboosedo, « Saving Nigerian Girls: A Critical Reflection on Girl-Saving Campaigns in the Colonial and Neoliberal Eras », *Meridians: Feminism, Race, Transnationalism*, vol. 17, n° 2, 2018, pp. 309-324

Sur le discours tenu auprès des jeunes femmes nigérianes qui veulent émigrer

Le travail de Stacey Vanderhurst⁶ montre que les jeunes filles qui souhaitent émigrer n'ont aucune confiance dans l'état nigérian ni dans le discours de ses représentants. Stacey Vanderhurst a observé ce qui se passait dans un foyer de la NAPTIP (Agence nationale de lutte contre la traite des personnes) à Lagos pendant un an : de potentielles victimes de traite sont interpellées aux frontières du pays et rapatriées, puis enfermées dans ce foyer pendant six semaines pour y suivre un programme de « réhabilitation ». Pendant cette période, leur passeport est saisi, elles n'ont pas le droit de communiquer avec leur famille et la NAPTIP essaye de les convaincre de ne pas émigrer à nouveau. Mais le discours des agents n'a aucune valeur aux yeux des filles ; ne sachant pas comment les convaincre, ils utilisent alors la religion comme moyen de persuasion : « Dieu a un meilleur plan pour leur vie, c'est la volonté de Dieu que tu restes au Nigeria », etc. C'est ici la légitimité du discours et de la personne qui le porte qui sont en question. Qui est légitime de te dire quoi faire de ta vie ? Qui a le droit de te dire quoi faire ? Comment donner du sens et une légitimité à la parole ? Est-ce que les femmes qui ont été victimes de traite en Europe et qui ne veulent pas rentrer au Nigeria ont une légitimité suffisante pour s'adresser aux jeunes filles de l'état d'Edo et leur dire de ne pas venir en Europe via les réseaux de traite ? Peuvent-elles les encourager à désobéir, à refuser les injonctions sociales et familiales ?

Les campagnes de prévention sont généralement faites par des gens qui n'ont pas vécu la traite et par des Nigériens qui sont au Nigeria. La Mist est composée de femmes qui l'ont vécue. C'est la première fois que des victimes en Europe peuvent définir elle-même un message de prévention : « *En étant en France, on peut parler de ce qui se passe ici., on ne peut pas nous dire qu'on ne sait pas ce qui se passe en Europe : on y est, on l'a vécu et donc, on sait.* »

Que peuvent dire les membres de la Mist aux filles d'Edo state ? Au Nigeria, les habitants de Benin City veulent venir en Europe parce qu'ils voient les nouvelles maisons construites dans les différents quartiers de la ville, ou bien constatent la prise en charge des frais de scolarité pour les cadets des filles parties en Europe. Les gens en Europe envoient de l'argent, ce qui renvoie l'image de la réussite en Europe. Il faut des vidéos qui montrent ce qui se passe en Europe et qui permettent un meilleur éclairage. Ce que l'on croit n'est pas ce qui se passe vraiment. Les filles sont fatiguées de la rue, n'ont pas d'argent, pas de papiers. Il faut montrer ce qui est réel.

Le contexte nigérian pousse les jeunes femmes à partir. L'absence d'opportunités au Nigeria est un facteur de pression. La responsabilité de l'état nigérian est un sujet de débat au sein du groupe de discussion mis en place à la Mist. La plupart des jeunes filles qui partent n'ont pas l'attention, le soutien parental qu'elles méritent ; la plupart partent pour faire face à des difficultés familiales, l'impossibilité de nourrir correctement tous les enfants, de les scolariser ou de payer des soins de santé. La plupart des gens émigrent par frustration : pas d'école, pas de sécurité, pas de santé, pas d'aide, pas de justice, pas de service d'urgence. Le rapport à la police est extrêmement problématique, les brutalités policières étant un véritable fléau national. Le Nigeria est un pays fait pour les riches uniquement, où ils ont raison même quand ils ont tort.

Si l'Etat nigérian a une part de responsabilité dans la situation socio-économique, pour une partie des femmes du groupe en revanche, l'Etat n'est pas responsable de la conduite des individus et ce sont les parents, au sens large, qu'il faut incriminer. Selon elles, le problème majeur qu'il faut évoquer est la

⁶ Vanderhurst Stacey, « Governing with God: Religion, Resistance, and the State in Nigeria's Counter-Trafficking Programs », *Political and Legal Anthropology Review*, vol. 40, n° 2, 2017, pp. 194-209

pression sociale et parentale qui pousse les filles à partir. Au Nigeria ce sont les parents qui sont légitimes de te dire quoi faire de ta vie. Les parents ont une grande influence (toutefois les petits amis aussi, et aujourd'hui, les femmes ont davantage accès aux informations sur Internet, ce qui les influence aussi). En ce sens, l'éloignement de la famille opéré de force par la NAPTIP n'est pas toujours perçu comme négatif par le groupe de discussion au sein de la Mist, qui considère que c'est une bonne chose au regard de la pression familiale dont sont victimes les filles au Nigeria (Précisons ici qu'aucune femme du groupe de discussion n'a jamais interagi avec la NAPTIP). Il y a un fossé entre les représentations et le vécu des filles au Nigeria et des filles en Europe.

On voit ici que ce sont toujours des femmes qui sont interpellées puis rapatriées par la NAPTIP. Les hommes ne sont pas arrêtés à la frontière puis enfermés dans les foyers pendant six semaines. Les femmes se retrouvent criminalisées et n'ont pas le droit de circuler. Or, les campagnes de prévention devraient s'adresser à tout le monde, à tous les Nigériens : les femmes qui recrutent et amènent des victimes en Europe, les trafiquants et les passeurs, les enfants et les parents, les aînées pour qu'elles arrêtent de sacrifier leur vie, les parents pour dire quel est leur rôle. Il faut aussi s'adresser aux femmes pour qu'elles ne deviennent pas des trafiquantes : les informer sur les condamnations pénales, les risques d'être arrêtées par la police, emprisonnées et de se voir retirer la garde de leurs enfants... etc. Parmi les filles qui sont expulsées au Nigeria, certaines deviennent des proxénètes depuis le Nigeria : elles envoient des filles en Europe et demandent à des proches en Europe de les contrôler pour elles.

De même, on parle beaucoup des victimes de traite en Europe mais on oublie toutes celles qui sont victimes de traite dans les pays d'Afrique (Côte d'Ivoire, Cameroun...) où les lois contre la traite ne sont pas appliquées.

Au Nigeria, les trafiquants sont considérés comme des personnes qui aident les filles. Et cet amalgame continue en Europe. Il n'y a pas de différence entre « trafficker » et « helper ». C'est ce qu'on voit aussi dans le film *Becky's journey*, de Sine Plambeck: Becky veut quitter le Nigeria, elle sait que le voyage est dangereux et qu'elle part pour se prostituer, mais elle parle d'aide, elle dit qu'elle reçoit l'aide de quelqu'un. Cela rejoint des problèmes courants au Nigeria : les violences sexuelles sont banalisées. A Benin City, dans les secteurs publics comme privés les patrons offrent du travail mais demandent aux femmes de coucher avec eux, les femmes acceptent en disant que c'est de l'aide, alors que c'est un abus. C'est pourquoi, on peut se demander ce que les filles de Benin City comprennent vraiment du mot « trafficking ». Comment toucher des filles qui ne se considèrent pas comme des victimes ?

Sur les processus actuels de recrutement au Nigeria

Pour s'adresser aux jeunes filles et jeunes femmes nigérianes en 2021, il faut connaître quelle est la situation du recrutement au Nigeria. Les choses évoluent très vite et ça n'est peut-être plus comme avant. Les trafiquants ne recrutent pas seulement dans l'état d'Edo mais à travers d'autres états du pays. De même, à Benin City, la situation évolue.

Les filles sont souvent piégées par des gens qu'elles connaissent déjà : un petit ami, un meilleur ami, un proche de la famille etc. C'est ce que montre par exemple le travail de Precious Diagboya⁷ qui étudie

⁷ Diagboya Precious, « Oath Taking in Edo: Usages and Misappropriations of the Native Justice System », *IFRA-Nigeria Working Papers Series*, n° 55, 2019. Voir également le rapport des Fondations Cleen et PathFinders sur les recrutements, auquel Precious Diagboya a participé : *Pathways to Prevention. A Research Report on Recruiters of Sex Trafficking in Oredo LGA, Benin City, Edo State, Nigeria*. CLEEN Foundation & Pathfinders Justice Initiative, 2020, 104 p.

le rôle joué par les intermédiaires entre les filles et les trafiquants, les « *middle persons* » : ces intermédiaires ne sont pas toujours conscients de leur rôle, mais ils ont des relations étroites avec les victimes et jouent sur la confiance. Ils ou elles utilisent le secret (« *don't tell anyone* ») et les conseils (montrent de la bienveillance de l'attention). Ils exploitent des facteurs tels que le désespoir, la pauvreté, la vénalité des parents, l'injonction au mariage et l'absence de confiance dans l'état nigérian. Precious DIAGBOYA montre que les recruteurs sont souvent des femmes, même si les hommes peuvent aussi recruter en tant que potentiel conjoint (mais la crainte locale des « *yahoo boys* », cyber-escrocs, les rend moins efficaces). Ces femmes peuvent être des grands-mères, des femmes considérées comme respectables par la communauté. Il y a des recruteurs professionnels, des recruteurs en ligne notamment sur Instagram, mais aussi des amateurs qui aident les réseaux parfois sans le savoir (ils ne sont pas payés). Les recruteurs professionnels reçoivent de l'argent : ils peuvent être ce que l'on appelle des « *purray boys* » (des hommes qui entretiennent une relation avec des femmes proxénètes à l'étranger), des « *trolleys* » (*connexion men/passeurs*), des pasteurs ou des prêtres officiant dans des temples néo-traditionnels, en charge de faire respecter les modalités de paiement de la dette. Pour Precious Diagboya, à Benin City aujourd'hui être un « *connexion man* » ou un recruteur est devenu un vrai travail en soi.

Parmi les femmes qui recrutent au Nigeria, il y a aussi d'anciennes victimes de traite. Elles travaillent comme recruteuses parce qu'elles savent comment ça marche et Precious DIAGBOYA note que certaines de ces femmes expriment le fait qu'elles font ça parce qu'elles ne savent rien faire d'autre quand elles rentrent au Nigeria. Beaucoup de gens participent au recrutement de nouvelles victimes, en partageant des informations, sans comprendre les risques auxquels ils exposent les jeunes femmes. Ce problème n'est ni pris en charge par les forces de l'ordre (qui ne répriment pas) ni par les ONG (qui restent focalisées sur les dangers du voyage). La communauté joue un rôle important : le recrutement n'est pas vu comme un crime. Il doit y avoir davantage de prise de conscience du niveau d'implication de chaque acteur dans les processus de traite.

Sur les crises sociales, économiques et identitaires

Il y a par ailleurs un problème plus large de crise identitaire locale profonde, où la prostitution est préférable à la pauvreté et l'argent est une valeur primordiale quelle que soit son origine. Les gens ont besoin d'être reconnus par leur famille et par la société ; le départ à l'étranger est une manière d'exister, d'avoir une identité. Ils pensent que c'est impossible de faire de l'argent au Nigeria. Il y un problème d'estime de soi et de la valeur du travail au Nigeria, une idée profonde que travailler à l'étranger est source de prestige.

Il faut lutter contre les inégalités de genre : le sacrifice des filles qu'on envoie à l'étranger pour subvenir à tout le reste de la famille. Ce contexte de crise rend les gens vulnérables aux arnaques et banalise les violences. Par exemple, avant le départ pour l'Europe, certaines filles doivent passer du temps chez les trafiquantes où elles sont asservies (elles y font le ménage, la cuisine, s'occupent des enfants), y compris sexuellement (elles doivent parfois coucher avec le mari), mais ce type d'exploitation étant très courant au Nigéria, les filles le perçoivent comme une étape aussi pénible que nécessaire, « *a necessary evil* »⁸.

Precious Diagboya observe ainsi des évolutions en matière de recrutement et notamment une professionnalisation de certains acteurs dont par exemple les agences de voyage et les écoles de langue. Les agences d'abord deviennent plus professionnelles, plus digitales et mieux organisés, et la majorité de leurs activités sont légales, donc elles sont moins cachées et moins clandestines. Certains

⁸ D'après une jeune femme interviewée par P. Diagboya

ont des bureaux, d'autres travaillent depuis chez eux. Ils ont des réseaux très étendus. Ils combinent activités licites et illicites : ils peuvent réserver des billets d'avion, des hôtels et proposer des « *packages* » comprenant le billet d'avion, le visa et le permis de travail (par exemple pour Dubaï ou Oman) et des services réels (entretien, ménage), qui peuvent parfois être en liens avec des réseaux de traite (pas forcément sexuelle). Ces agents font payer ces « *packages* » à leurs clients avant le départ et véhiculent la fausse idée que les gens sont libres et qu'ils maîtrisent la situation, mais c'est souvent un écran pour les tromper. Les parents amènent leur fille dans ces agences et cela leur donne l'impression qu'elles sont libres. Les écoles de langue se multiplient également à Benin City. Ces écoles donnent des cours et proposent officiellement des tests de niveau mais en parallèle, ce sont des espaces de connexion pour organiser un voyage par le désert ou pour faciliter l'obtention de visa. Le personnel de ces écoles de langue peut ainsi fournir des informations concernant les démarches liées au voyage à l'international ou les admissions dans des écoles et les universités à l'étranger. Ils se disent « Educational Consultant » et offrent des conseils pour aller étudier ou poursuivre sa carrière à l'étranger mais la limite avec les réseaux d'immigration clandestine est très fine. Ces écoles peuvent avoir 100 à 120 élèves qui s'y préparent aux examens d'admission. Beaucoup d'élèves échouent et reprennent l'année suivante, ce qui en fait un business local lucratif.

Avec la professionnalisation des recruteurs apparaît donc une double exploitation (qui était moins visible avant) : les recruteurs exploitent les filles dans un premier temps, leur soutirent de l'argent, abusent d'elles, puis ce sont les proxénètes/Madams à l'étranger qui exploitent ensuite les filles à leur arrivée en Europe, mais elles ne travaillent pas en lien avec les recruteurs et ne sont évidemment pas concernées par les dettes contractées auprès de ceux-ci.

La vision portée sur la traite et ses victimes posent la question de la situation des victimes qui rentrent au Nigeria, volontairement ou non. Quelles sont les réelles perspectives des « *returnees* » ? C'est ce que nous avons demandé à Cynthia Olufade qui a mené une étude sur la perception du risque et de l'exploitation chez ces femmes⁹ : celles qui rentrent d'Europe et celles qui rentrent de Libye (certaines ont dû se prostituer en Libye, certaines y ayant été vendues à des Madams).

Ce que décrit Cynthia Olufade sur la situation de ces femmes est très préoccupant. Le retour s'accompagne d'un choc culturel à l'arrivée. Les femmes rencontrent des problèmes financiers et sociaux liés à la stigmatisation de la prostitution et de l'échec du projet migratoire. Elles souffrent de grandes difficultés de réinsertion et nombreuses sont celles qui essayent de repartir, tandis que d'autres deviennent recruteuses ne sachant quoi faire d'autre. La majorité des femmes sont très méfiantes vis-à-vis de la NATIP et de ses programmes de réhabilitation. Elles ne veulent pas être en contact avec eux, et ne veulent pas non plus que leur famille les contacte. Le stigmate est un vrai problème et les contacts avec la NATIP augmentent les risques de stigmatisation. Quand les filles reviennent au Nigeria, beaucoup ne savent pas où aller et certaines ne veulent pas rentrer à Benin City. N'ayant aucun diplôme, aucune formation, certaines exercent des petits métiers informels (vente ambulante, commerce de rue...) et d'autres mendient. Beaucoup essayent de rejoindre d'autres filles qui ont vécu la même chose, d'autres « *returnees* » qui vivent le même choc culturel qu'elles. La plupart ont honte, souffrent d'un sentiment d'échec, de l'impression d'avoir perdu du temps et de devoir à présent repartir à zéro. Or la société nigériane elle-même leur renvoie cette image d'échec, ce qui affecte leur estime d'elles-mêmes ; beaucoup n'ont ainsi pas le courage de retourner chez elles

⁹ Olufade Cynthia, « Sustainance of Sex Trafficking in Edo State: The Combined Effect of Oath Taking, Transnational Silence and Migration Imaginaries on Trafficked Women in Edo State », *IFRA-Nigeria Working Papers Series*, n° 56, 2019

et d'affronter le regard, le jugement et la déception de leur famille. L'écart se creuse avec celles et ceux qui n'ont pas émigré, qui n'ont pas traversé les épreuves de la migration et du retour, ce qui fait émerger des incompréhensions et créé un décalage. Les petits boulots qu'elles font pour survivre, (vendre des boissons ou de la nourriture dans la rue, fixer des faux-cils ou des faux-ongles dans de petits stands au bord de la routes) les rendent aussi visibles que vulnérables. Elles sont très nombreuses dans le quartier de New Benin, où elles vendent de l'eau et des boissons fraîches sur la voie publique et ont beaucoup de difficultés à s'en sortir. Exposées à la violence des hommes de la rue ou des patrons dans les restaurants, elles évoluent dans une jungle où la lutte pour la survie côtoie une forme d'injustice particulièrement insupportable : le principal modèle de réussite est incarné par les Madams. A Benin City, les proxénètes ou Madams sont riches et respectées, elles affichent partout les symboles de leurs réussites, elles y possèdent des villas, des hôtels, des centres commerciaux, président des clubs sociaux et organisent des galas de charité. Elles combinent pouvoir financier et pouvoir social et offre l'image de l'expérience migratoire réussie. Les « returnees », elles, ne sont pas bienvenues, notamment parce que leur retour au Nigéria correspond à une perte financière pour la famille qui voit également tout espoir d'enrichissement, même relatif, s'éteindre. Quand elles étaient à l'étranger, elles envoyaient de l'argent, et si ce n'était qu'un peu c'est une grosse perte pour les familles. La plupart des parents et des proches veulent d'ailleurs qu'elles repartent. Certaines mères essayent activement de convaincre les recruteurs de renvoyer leurs filles. Dans ce contexte, les femmes ressentent un sentiment d'insécurité très fort, renforcé par le caractère dysfonctionnel de l'Etat nigérian qui n'offre quasiment aucune opportunité en dehors des réseaux clientélistes et du système de corruption. En Europe, elles pouvaient bénéficier d'une certaine forme de protection et nourrir l'espoir que leur situation pouvait s'améliorer. Au Nigeria, elles sont accablées par une absence totale d'espoir et de structure de soutien : elles doivent tout reconstruire alors même que leur statut de « returnees » les rend plus vulnérables encore et que la violence de genre est exacerbée (de la part des patrons, des collègues, des proches...).

La majorité des jeunes femmes interviewées par Cynthia Olufade à Benin City expriment le souhait de repartir. Lorsqu'elles n'y parviennent pas (à cause de leur âge ou parce que les trafiquants se méfient de celles qui connaissent déjà l'Europe), elles participent au recrutement. Elles viennent grossir les rangs des recruteurs et des intermédiaires qui sont vus localement comme des personnes aidantes (« *helpers* »), voire des « sauveurs », des personnes bien intentionnées grâce à qui on peut passer d'un statut social à un autre. Aussi elles peuvent être recrutées par les groupes cultists (gangs) et les réseaux de trafic de drogue et être redirigées vers de nouvelles destinations : l'Inde, la Malaisie, le Liban... Les réseaux ne changent pas vraiment mais se restructurent et se réorganisent. Les membres de la Mist s'interrogent sur les raisons qui empêchent les femmes d'adhérer aux programmes de réinsertion de la NAPTIP, sur les moyens de (re)construire un avenir et faire renaître de l'espoir au Nigéria. Là aussi, on observe un fossé entre les femmes en Europe et les femmes au Nigeria.

Le retour des « returnees » a un impact sur la situation socio-économique de l'Etat d'Edo et la ville de Benin City. Ces lieux ne sont plus seulement des espaces de départ mais aussi des espaces de retour pour des gens qui ont expérimenté la migration, ses difficultés et ses enjeux. Quel sera l'héritage de cette génération ? Que va-t-elle transmettre aux générations à venir ? Si on dit seulement aux filles de ne pas partir ou de ne pas retourner en Europe, elles vont chercher d'autres solutions pour y aller quand même, autrement, ou pour aller ailleurs. Il faut pouvoir donner des réponses claires à leurs questionnements, des solutions concrètes à leurs problèmes et pour cela, il est essentiel que des structures spécialisées (publiques, associatives ou privées), puissent offrir un soutien et un accompagnement adaptés.